cid:image001.jpg@01D1BCC2.14AC2B80

ACCORD-TYPE

**MODÈLE D’ACCORD-TYPE   
à l’intention des emprunteurs de la Banque mondiale**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Livraison de produits par l’ONUDI

dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale

**v.1**

**5 décembre 2016**

Le présent document est protégé par un droit d’auteur.

Le présent document ne peut être utilisé et reproduit que dans le cadre d’un usage non commercial. Toute utilisation commerciale, y compris et sans s’y limiter la revente, la redistribution, la mise en place de frais d’accès ou le détournement de son objectif comme la traduction non officielle des présentes, est interdite.

**Avant-propos**

1. Le présent Accord-type pour la « Livraison de produits » résulte de la coopération entre la Banque mondiale (ci-après la « Banque »)[[1]](#footnote-1) et l’Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ci-après l’« ONUDI »). Cet Accord-type doit être utilisé lorsque le Gouvernement sollicite le soutien de l’ONUDI pour la mise en œuvre de « projets ou programmes de coopération technique » pouvant comprendre plusieurs volets et nécessiter différentes ressources (biens, travaux, services de conseils et de non-conseils et formations) afin d’assurer la livraison de produits.
2. La ratification de ce présent Accord-type a été faite par la signature respective du Vice-président du département des politiques opérationnelles et services aux pays de la Banque mondiale ainsi que par le Directeur général de l’ONUDI le 5 décembre 2016.
3. La date d’achèvement du présent Accord-type et la remise du dernier livrable ne peuvent dépasser la date d’achèvement du Prêt/Crédit/Subvention.
4. Les indications en *italique* sont des « *Remarques à l’utilisateur* ». Ces notes visent à aider l’entité d’exécution de l’Emprunteur et le Bureau de pays de l’ONUDI à préparer un Accord précis. Ces *remarques en italique* doivent être supprimées dans la version finale avant la signature de l’Accord.
5. Si vous avez des commentaires ou des questions concernant le présent Accord-type, ou si vous désirez obtenir de plus amples informations ou directives à propos de son utilisation, veuillez écrire à [unagencies@worldbank.org](mailto:unagencies@worldbank.org).
6. Pour des questions ou une orientation concernant l’ONUDI, veuillez contacter :

Division des relations stratégiques avec les donateurs

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

Wagramerstr. 5

B.P. 300

A-1400 à Vienne en Autriche

e-mail: [donor-relations@unido.org](mailto:donor-relations@unido.org)

*L’Accord-type à l’usage des Emprunteurs commence à la page suivante*

*La publication est autorisée après la signature*

**ACCORD**

**POUR LA LIVRAISON DE PRODUITS**

**[*ajouter le titre particulier – optionnel*]**

**Nom du Projet[[2]](#footnote-2)**

**Numéro du Prêt/Crédit/Subvention**

**Numéro de référence** [*indiquer dans le document de planification des achats du projet*]

**Numéro de référence de l’ONUDI**

**Date de clôture[[3]](#footnote-3) du Projet** [*jour/mois en lettres/année*]

**Date de clôture de l’Accord de financement[[4]](#footnote-4)** [*jour/mois en lettres/année*]

**entre**

**LE GOUVERNEMENT [DU/DE LA/DES PAYS]**

**et**

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

**POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

**(ONUDI)**

**Date :** [*jour/mois en lettres/année*]



***Insérer le logo du pays***

**ACCORD**

Le présent accord (ainsi que toutes ses annexes ci-jointes, ci-après dénommés collectivement l’« Accord ») est conclu entre **LE GOUVERNEMENT [DU/DE LA/DES PAYS**], par l’entremise de son [*ministère du/de la/des**XXX/entité de mise en œuvre*](ci-après le « Gouvernement »), et **l’ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**, une agence spécialisé des Nations Unies dont le siège est sis au Centre international de Vienne au Wagramerstr 5 à la boîte postale 300 à A-1400 Vienne en Autriche (ci-après l’« ONUDI » ou le « Partenaire de l’ONU », ou collectivement avec le Gouvernement ci-après les « Parties », ou également dénommés séparément une « Partie »).

**ATTENDU QUE**

1. Agence spécialisée des Nations Unies, l’ONUDI a la responsabilité principale pour la promotion du développement industriel inclusif et durable. Afin d’obtenir des niveaux plus élevés d’inclusion et de développement industriel durable [du/de la/des nom du pays], l’ONUDI et le Gouvernement coopèrent pour la formulation, l’adoption et la mise en œuvre des politiques industrielles, des stratégies de développement et des programmes et projets pour le développement industriel durable et inclusif conformément à l’Accord standard de base type relatif à la coopération conclu entre le Gouvernement et l’ONUDI (ci-après l’« Accord de base »). Si le Gouvernement n’a pas conclu l’Accord standard de base type avec l’ONUDI, pour les fins du présent Accord les références à l’« Accord de base » seront comprises soit comme référence à l’Accord standard d’assistance de base conclu avec le PNUD, soit à l’Accord type d'assistance technique révisé conclu entre l’ONU et les agences spécialisées.
2. Le Gouvernement, en collaboration avec ses partenaires de développement, y compris l’ONUDI et la Banque mondiale (ci-après la « Banque »)[[5]](#footnote-5), a conçu et mis en œuvre un projet [*indiquer le nom du projet*](ci-après le « Projet »). Au titre d’un accord juridique (ci-après l’« Accord de financement »), le Gouvernement a reçu de la Banque des fonds (ci-après le « Financement ») visant le financement du Projet.
3. Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet, le Gouvernement a fait appel à l’ONUDI pour livrer les Produits figurant à l’**Annexe I** du présent Accord, et l’ONUDI a accepté de livrer ces Produits conformément au présent Accord (ci-après la « Livraison de Produits »).

**SUR CE**, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. Le Gouvernement se propose d’utiliser une partie du Financement, d’un montant total de [***indiquer le montant en lettres***] de dollar des États-Unis ([*indiquer le montant en chiffres*] US$) (ci-après le « Plafond de financement total »), pour les paiements autorisés au titre du présent Accord. Le Plafond de financement total constitue l’estimation la plus exacte possible des Parties (à la date de signature du présent Accord), calculée en **Annexe II** en fonction des livrables et du calendrier convenu entre les Parties en **Annexe I**.
2. Le présent Accord est signé et exécuté en français, et toutes les communications, notifications et modifications relatives au présent Accord doivent se faire par écrit dans cette langue.
3. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature par les deux Parties (ci-après la « Date d’entrée en vigueur ») et reste en vigueur jusqu’au [*indiquer la date*] (ci-après la « Date d’achèvement »), à moins que les Parties n’en conviennent autrement par écrit. Les activités opérationnelles du présent Accord doivent être achevées doivent par à moins que les Parties n’en conviennent autrement par écrit, et la clôture financière finale pas plus tard que trois (3) mois après.
4. Le Gouvernement désigne [*indiquer le nom et la fonction de la personne*]et l’ONUDI désigne[*indiquer le nom et la fonction de la personne*] comme leurs représentants dûment autorisés respectifs afin de coordonner les activités relatives au présent Accord. Les coordonnées des représentants dûment autorisés sont les suivantes :

* Représentant du Gouvernement : [*indiquer le courrier électronique et les numéros de téléphone et de télécopieur*]
* Représentant de l’ONUDI : [*indiquer le courrier électronique et les numéros de téléphone et de télécopieur*]

1. Aux fins de coordination du Projet, les coordonnées du représentant de la Banque sont les suivantes :
   * Chef du groupe de travail de la Banque : [*indiquer le nom, le numéro de téléphone et le courrier électronique*]
2. Le présent Accord doit être interprété de manière à respecter les dispositions de l’Accord de base ainsi que les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées de 1947 de l’Organisation des Nations unies, (ci-après la « Convention »), à condition cependant que, si [*le/la/les nom du pays*] n’[a/ont] pas accédé à la Convention en ce qui concerne l’ONUDI, le Gouvernement accepte d’appliquer à l’ONUDI toutes les provisions de la Convention sur les privilèges et immunités de 1946 de l’Organisation des Nations unies (ci-après la « Convention générale »).
3. Aucune disposition du présent Accord ou s’y rapportant n’est réputée être une renonciation, expresse ou implicite, des privilèges et immunités de l’Organisation de Nations unies, y compris le Partenaire de l’ONU, en vertu de la Convention, la Convention générale, l’Accord de base ou autrement.
4. Le Gouvernement atteste qu’aucun fonctionnaire de l’ONUDI n’a bénéficié et ne bénéficiera, de la part du Gouvernement, d’aucun avantage découlant du présent Accord, et l’ONUDI fait la même déclaration au Gouvernement. Les Parties conviennent que tout manquement à cette disposition constitue une violation d’un terme essentiel du présent Accord.
5. Les documents suivants font partie intégrante du présent Accord :
6. Clauses générales de l’Accord ;
7. Annexes :

**Annexe I** : Livrables et Plan de travail ;

**Annexe II** : Plafond de financement total et Calendrier de paiement ;

**Annexe III**: Exigences en matière de rapports ;

**Annexe IV**: Personnel de contrepartie, services, installations et biens à fournir par le Gouvernement ; et

**Annexe V**: Coûts des services de l’ONUDI.

1. Les informations bancaires de l’ONUDI pour le paiement sont les suivantes :

Par virement bancaire

**Référence ONUDI :** [*Nom* *du/de la/des pays*] – Accord [*numéro de contact*] – DC symbole

NOM DE COMPTE : Compte ONUDI/IDF

DEVISE : US$

NOM DE LA BANQUE : JP Morgan Chase

ADRESSE DE LA BANQUE : 277 Park Avenue, 23rd Floor, New York, N.Y. 10172-0003, USA

NUMERO DE COMPTE :

CODE SWIFT : CHASUS33

ROUTING ABA : 021 000 021

**EN FOI DE QUOI**, les Parties au présent ont signé le présent Accord

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **LE GOUVERNEMENT [*DU/DE LA/DES NOM DU PAYS*]**  **Par :** [\_\_\_\_\_ *signature*\_\_\_\_\_\_\_]  **Nom :** [*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*]  **Fonction :** [*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*]  **Date :** [*jour/mois en lettres/année*] | **L’ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (l’ONUDI)**  **Par :** [\_\_\_\_\_ *signature*\_\_\_\_\_\_\_]  **Nom :** [*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*]  **Fonction :** [*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*]  **Date :** [*jour/mois en lettres/année*] |  |  |

**Le texte des présentes Clauses générales de l’Accord ne doit pas être modifié.**

**CLAUSES GÉNÉRALES DE L’ACCORD**

##### DÉFINITIONS

1. Sauf dispositions expresses contraires, les termes suivants s’entendent invariablement comme suit dans le présent Accord :
2. « Membre du personnel » désigne tout individu titulaire d’une lettre de nomination au service du Partenaire de l’ONU ou prêté au Partenaire de l’ONU par une autre organisation ou une institution spécialisée des Nations Unies aux termes de *l’Accord inter organisations concernant la mutation, le détachement ou le prêt de fonctionnaires entre les organisations* appliquant le régime commun des Nations Unies en matière de traitement et indemnités ;
3. « Consultant » désigne tout individu non membre du personnel qui a signé un contrat de services individuels avec le Partenaire de l’ONU ;
4. « Fournisseur » désigne toute entité juridique fournissant les biens, les travails ou les services au Partenaire de l’ONU sous un contrat commercial ou corporatif. Le cas échéant, ce terme inclut les « partenaires de mise en œuvre », les « organisations partenaires » ou les « entités chargées de la mise en œuvre et de l'exécution » conformément au règlement financier et aux règles financières du Partenaire de l’ONU ;
5. « Jour » désigne les jours ouvrables, sauf dispositions contraires ;
6. « Livraison de Produits » ou « Livrer les Produits » désigne l’obligation du Partenaire de l’ONU d’avoir recours à différentes ressources (y compris biens, travaux, services de conseils et de non-conseils et formations) afin d’assurer la conformément aux objectifs de développement du Projet figurant à l’**Annexe I**;
7. « Coûts directs » désigne les coûts réels encourus par le Partenaire de l’ONU pouvant être imputés directement aux livrables figurant à l’**Annexe II**;
8. « Coûts indirects » désigne les coûts encourus par le Partenaire de l’ONU dans le cadre et pour les besoins du présent Accord qui ne peuvent être imputés de manière claire et nette aux activités et livrables figurant à l’**Annexe I**. Le taux applicable à ce présent Accord figure à l’**Annexe V**.

**PORTÉE DU PROGRAMME ET OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES**

1. Le Partenaire de l’ONU convient de :
   * 1. Livrer les Produits conformément à la portée et au calendrier des services ainsi qu’aux ressources requises convenue et figurant à l’**Annexe I** ; et
     2. tenir le Gouvernement informé de la progression des activités dans la Livraison des Produits en fournissant des rapports d’avancement en temps opportun, conformément aux exigences en matière de rapport et à la fréquence figurant à l’**Annexe III** (ci-après les « Rapports d’avancement »).
2. Le Gouvernement convient de :
3. Verser au Partenaire de l’ONU le paiement complet de tous les montants (soit directement, soit en autorisant la Banque à payer au nom du Gouvernement) dus au titre du présent Accord en temps opportun et en respectant le Plafond de financement total, conformément à l’**Annexe II** (ci-après le « Calendrier de paiement ») ; et
4. fournir tout le soutien requis en lien avec les obligations du Partenaire de l’ONU au titre du présent Accord, y compris obtenir ou aider à obtenir tous les permis, licences, autorisations d’importation et autres autorisations officielles en lien avec toute fourniture (y compris comme le prévoit l’Accord de base) ; fournir les procurations ou autorisations au Partenaire de l’ONU et coopérer avec le Partenaire de l’ONU rapidement et en temps opportun.
5. Les Parties prennent acte de l’engagement du Gouvernement à exécuter en bonne et due forme le présent Accord et, à cet effet, le Gouvernement est appelé à fournir un personnel qualifié et les autres contributions requises, comme convenu par les Parties à l’**Annexe IV**.
6. Les Parties sont conscientes de l’éventuelle nécessité de réviser le Plan de travail ou les ressources requises pour la Livraison des Produits, avec le consentement des deux Parties, durant la mise en œuvre du présent Accord.

**PLAFOND DE FINANCEMENT TOTAL ET CALENDRIER DE PAIEMENT**

1. Les détails du calcul du Plafond de financement total se trouvent en **Annexe II**. Le Plafond de financement total comprend à la fois les Coûts directs et les Coûts indirects du Partenaire de l’ONU qui sont expliqués à l’**Annexe V**.
2. Les paiements cumulés en vertu du présent Accord ne doivent pas dépasser le Plafond de financement total, à moins d’une révision de cette disposition par amendement écrit approuvé par la Banque sur demande du Gouvernement. Le Partenaire de l’ONU prend note du fait que les paiements opérés par le Gouvernement aux termes du présent Accord sont régis, à tous égards, par les termes et clauses de l’Accord de financement et qu’aucune partie, à l’exception du Gouvernement, ne saurait se prévaloir d’un quelconque droit au titre de l’Accord de financement ni réclamer une quelconque part du produit du Financement.
3. Les paiements dus aux termes du présent Accord doivent être versés conformément au Calendrier de paiement.
4. Le Gouvernement verse le paiement sur le compte du Partenaire de l’ONU par virement dans les dix (10) jours suivant la réception de la demande de paiement du Partenaire de l’ONU. Tous les paiements sont en dollars des États-Unis d’Amérique.
5. Le Partenaire de l’ONU reçoit et gère les fonds qui lui sont transférés aux termes du présent Accord conformément à son règlement financier, ses règles, politiques et procédures financières. Les intérêts que tire le Partenaire de l’ONU des fonds déboursés en sa faveur aux termes du présent Accord feront parties du budget opérationnel ou ressources régulières du Partenaire de l’ONU.
6. Le Partenaire de l’ONU établit un code distinct identifiable (compte du grand livre, ci-après le « Compte ») permettant d’enregistrer tous les reçus et débours du Partenaire de l’ONU pour les besoins du présent Accord. Le Compte du grand livre est exclusivement soumis aux procédures d’audit interne et externe du Partenaire de l’ONU selon les termes du règlement et des règles, politiques et procédures du Partenaire de l’ONU. Les Parties conviennent que les livres et dossiers financiers du Partenaire de l’ONU sont régulièrement contrôlés conformément aux procédures d’audit interne et externe établies dans ledit règlement financier et lesdites règles financières du Partenaire de l’ONU, et que les vérificateurs externes des comptes du Partenaire de l’ONU sont nommés par l’organe directeur des Nations Unies, dont le Gouvernement est un membre, et rendent compte à cette instance. Pendant toute la durée de validité du présent Accord, le Partenaire de l’ONU veille à ce que ses comptes soient vérifiés et que les rapports des vérificateurs externes soient publiés sur son site Internet dans les dix (10) jours suivant la date à laquelle ils deviennent des documents publics pour avoir été présentés à l’organe directeur des Nations Unies.
7. Dans l’évènement que le bilan financier final certifié d’être fourni selon l’**Annexe III** (ci-après le « Bilan financier final certifié ») indique qu’il y a une balance de fonds en faveur du Gouvernement, le Gouvernement consultera avec la Banque et fournira les instructions de paiement pertinent au pôle de financement du Partenaire de l’ONU au QG afin qu’il traite le remboursement. Le Partenaire de l’ONU transféra le remboursement dans un délai de trente (30) jours de calendrier à compter de la réception des directives de paiement.
8. Le Partenaire de l’ONU n’est pas tenu d’entamer ou de poursuivre la mise en œuvre des activités tant qu’il n’a pas reçu les paiements dus aux termes du Calendrier de paiement, et il n’assumera pas une quelconque responsabilité en cas de dépassement de tels paiements.

**CONDITIONS DE LA LIVRAISON DES PRODUITS**

1. ***Critères de performance :*** le Partenaire de l’ONU assume ses obligations découlant du présent Accord avec toute la diligence, l’efficacité et le sens de l’économie requis conformément aux techniques et pratiques professionnelles généralement admises, et veille à appliquer des normes de gestion saines.
2. ***Achat de ressources :*** l’achat de toutes les ressources requises afin d’assurer la Livraison des Produits doit être effectué conformément aux conditions du présent Accord ainsi qu’aux règlements, règles, politiques et procédures du Partenaire de l’ONU. Toute délégation ou assignation d’un tel achat à une autre agence de l’ONU doit être divulguée en **Annexe II**. Le Partenaire de l’ONU est responsable pour l’importation, y compris dédouanement, de toutes ressources connectées au Livraison de Produits sur le présent Accord, à moins que les Parties n’en conviennent autrement par écrit. (A cet égard, les Parties se rappellent que conformément aux provisions pertinentes de la Convention, de la Convention générale et de l’Accord de base, telles importations doivent être *inter alia* exemptées de toute procédure et de tout contrôle douanier et sujet d’une procédure de prompte mainlevée.)
3. ***Travaux d’infrastructure requise autant que ressources :*** Dans l’éventualité oùla portée du travail figurant en **Annexe I** oblige le Partenaire de l’ONU à s’engager dans les travaux d’infrastructure, les dispositions suivantes s’appliqueront :
   * 1. *Prise en charge et achèvement final :* le Gouvernement reprenant charge sur l’émission par le Partenaire de l’ONU du certificat de prise en charge fait sur l’achèvement des travaux ;
     2. *Gestion environnementale* *:*en livrant les Produits, le Partenaire de l’ONU est tenu d’assurer dans la mesure du possible, et ayant due considération pour son règlement, ses règles, ses politiques et se procédures, que toutes activités sur le présent Accord se fasse de manière responsable et durable sur le plan de l'environnement ;
     3. *Désigne :* dans l’éventualité où le Partenaire de l’ONU est responsable pour les éléments de désigne, en totalité ou en partie, le Partenaire de l’ONU déterminera à la suite de consultations avec le Gouvernement les normes de conception appropriées d’être appliqué, en se rappelant les standards nationaux pertinents, ainsi que le règlement, les règles, les politiques et les procédures du Partenaire de l’ONU.
4. ***Utilisation des ressources :*** le Partenaire de l’ONU doit utiliser les ressources achetées dans le seul but de livrer les Produits figurant à l’**Annexe I**.
5. Le Partenaire de l’ONU est responsable pour embaucher des Membres du personnel, Consultants et Fournisseurs qui, à sa discrétion sont qualifiés et nécessaire afin d’assurer la bonne Livraison des Produits.
6. Le Partenaire de l’ONU demeure entièrement responsable pour la Livraison des Produits. L’engagement de tout Membre du personnel, Consultant et Fournisseur par le Partenaire de L’ONU sur le présent Accord sera fait selon le règlement, règles, politiques et procédures établis du Partenaire de l’ONU, et en tout temps en se tenant compte des considérations et exigences de la Banque énoncées ci-dessous :
7. Interdiction de mener des activités incompatibles : les Membres du personnel, Consultants ou Fournisseurs ne sauraient entreprendre, directement ni indirectement, une affaire ou activité professionnelle qui pourrait s’avérer incompatible avec les activités menées dans le cadre de leurs contrats respectifs avec le Partenaire de l’ONU.
8. Interdiction de bénéficier de contrats connexes : pendant la durée de validité du présent Accord et après sa Résiliation anticipée, le Gouvernement veille à priver les Membres du personnel, Consultants ou Fournisseurs ainsi que toute partie liée à l’un de ceux-ci de toute possibilité de fournir des biens, travaux, ou services de conseils et de non-conseils (sauf les services de conseils d’être fourni par les Membres du personnel, Consultants) découlant ou directement lié à leurs activités menées en vertu du présent Accord et à ne pas leur confier une quelconque tâche qui, par sa nature, peut se révéler incompatible avec le présent Accord.
9. Interdiction d’engager des institutions gouvernementales ou des fonctionnaires gouvernementaux : par la présente, le Gouvernement demande, et le Partenaire de l’ONU accepte, de n’engager aucun fonctionnaire ou agent public du pays du Gouvernement en qualité de Consultant et aucune institution gouvernementale ou entreprise d’État en qualité de Fournisseur au titre du présent Accord, à moins que le Gouvernement n’ait fourni des preuves, qui sont satisfaisantes à la Banque, attestant que cet engagement répond aux exigences de la Banque en vertu des règles et procédures d’achats applicables.
10. Si le Gouvernement a raisonnablement conclu que (i) n’importe quel membre de l’équipe du Partenaire de l’ONU ait commis un grave écart de conduite, ou (ii) que la conduite de n’importe quel membre de l’équipe est insatisfaisante, le Gouvernement informe sans délai le Partenaire de l’ONU, en partageant l’information suffisamment détaillées avec le Partenaire de l’ONU en lui précisant les raisons. Si, après avoir reçu la requête écrit du Gouvernement, le Partenaire de l’ONU fait alors enquête sur la faute alléguée, ou fait une revue sur la prestation alléguée d’être insatisfaisante et conclu que la faute et/ou le mécontentement avec la prestation du membre de l’équipe justifie qu’il soit remplacé, le Partenaire de l’ONU procédera à trouver un remplacement dans le délai qui sera en ligne avec le calendrier d’implémentation du présent Accord, selon le règlement, règles, politiques et procédures du Partenaire de l’ONU.
11. ***Transfert de propriété ; Garanties :*** le cas échéant, les Parties sont appelées à convenir du délai et des modalités de transfert de propriété de tout équipement, y compris les véhicules, ainsi que le transfert de garanties. Tous les équipements et fournitures mis à la disposition du Partenaire de l’ONU par le Gouvernement pendant la durée de validité du présent Accord demeurent la propriété du Gouvernement.

**PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROITS DE PROPRIÉTÉ**

1. Chaque Partie conserve, dans son intégralité, la propriété individuelle de ses droits d’auteur, droits de brevet et autres droits de propriété préexistants. Tous les droits d’auteur, droits de brevet et autres droits de propriété en matière de plans, dessins, données techniques, maquettes, rapports, autres documents et découvertes réalisés ou élaborés par le Partenaire de l’ONU au titre du présent Accord reviennent au Partenaire de l’ONU. Le Partenaire de l’ONU, par la présente, accorde au Gouvernement une licence perpétuelle, non révocable, exempte de redevances, transférable (y compris le droit de sous licences), intégralement payée et non exclusive qui lui confère un droit de reproduction, de distribution et d’usage de tous ces droits d’auteur, droits de brevet et autres droits de propriété.

**ASSURANCE**

1. Le Partenaire de l’ONU souscrit pour la durée du présent Accord une assurance contre les risques suivants : une assurance responsabilité civile et une assurance responsabilité civile automobile envers les tiers ; une assurance contre les accidents de travail ou une assurance similaire ; une assurance tous risques contre la perte ou les avaries des fournitures et équipements achetés, en tout ou en partie, avec le financement octroyé aux termes du présent Accord, jusqu’à leur remise au Gouvernement.
2. En outre,
   * + - 1. en ce qui concerne les Membres du personnel, le Partenaire de l’ONU souscrit une assurance maladie adéquate ; assure l’indemnisation requise en cas de blessure, maladie ou décès survenu dans la réalisation du mandat officiel de l’organisation ; et souscrit une assurance contre les actes de malveillance ;
         2. en ce qui concerne les Consultants, le Partenaire de l’ONU assure l’indemnisation requise en cas de blessure, maladie ou décès survenu dans la réalisation du mandat officiel de l’organisation et souscrit une assurance contre les actes de malveillance.
3. Le coût de cette couverture d’assurance est considéré comme prévu dans le Plafond de financement total.

**RAPPORTAGE**

1. Le Partenaire de l’ONU veille à la bonne tenue des comptes et dossiers concernant le financement octroyé aux termes du présent Accord, conformément à son règlement financier et ses règles financières, et à ce qu’ils soient élaborés de manière détaillée afin de présenter clairement tous les frais et dépenses encourus au chapitre des livrables convenus.
2. Le Partenaire de l’ONU est appelé à présenter des Rapports d’avancement écrits afin d’aider le Gouvernement à assurer le suivi de la mise en œuvre des activités et la prestation des livrables dans la Livraison des Produits, ainsi que d’assurer le contrôle du Plafond de financement total. Les modalités de rapport figurent à l’**Annexe III**.
3. Suivant consultation entre le Partenaire de l’ONU et le Gouvernement, le Gouvernement peut, sujet au principe du contrôle unique de l’ONU, solliciter du Partenaire de l’ONU des renseignements, clarifications et documents additionnels.

**CAS DE FORCE MAJEURE**

1. Toute Partie qui, pour des raisons de force majeure, se trouve dans l’impossibilité de remplir ses obligations ne saurait être considérée comme coupable de manquement à ces obligations. Ladite Partie doit alors déployer tous les efforts jugés raisonnables pour atténuer les conséquences de ce cas de force majeure. Dans le même temps, les Parties doivent se consulter sur les modalités de poursuite de l’exécution du présent Accord. Dans le présent Accord, le terme « force majeure » désigne, sans s’y limiter, les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les inondations et l’activité cyclonique ou volcanique ; les guerres (déclarées ou non), les invasions, les actes de forces ennemies étrangères, les rébellions, le terrorisme, les révolutions, les insurrections, le pouvoir militaire ou usurpé, les guerres civiles, les émeutes, les troubles et le désordre ; la radiation ionisante ou la contamination par radioactivité ; ainsi que tout autre acte de nature ou d’intensité similaire.

**LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

1. S’il arrive que le Gouvernement, le Partenaire des Nations Unies ou la Banque, à la lumière de certains éléments d’information, juge nécessaire de procéder à un contrôle approfondi de la mise en œuvre de cet Accord ou de l’utilisation des fonds fournis par le Gouvernement aux termes du présent Accord (y compris des allégations sérieuses d’éventuels actes de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion), l’entité détenant ces éléments en informe sans tarder les deux autres.
2. Le cas échéant, ces éléments d’information sont aussitôt portés à l’attention de l’autorité ou des autorités compétentes du Gouvernement, du Partenaire de l’ONU et de la Banque.
3. À la suite de consultations avec le Gouvernement et la Banque, le Partenaire de l’ONU, dans la mesure où il est question d’actes relevant de son autorité ou de sa responsabilité, prend en temps voulu les mesures qui s’imposent, conformément à son règlement et ses règles, politiques et procédures applicables, pour mener une enquête à ce sujet. Les Parties conviennent que le Partenaire de l’ONU n’est nullement habilité à enquêter sur une information faisant état d’actes de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion dont se seraient rendus coupables des fonctionnaires du Gouvernement ou des agents ou consultants de la Banque.
4. Si cette enquête confirme les actes de corruption, de fraude, de collusion ou de coercition allégués et dans la mesure où il incombe au Partenaire de l’ONU de recourir à des mesures correctives, le Partenaire de l’ONU prend en temps voulu les dispositions nécessaires à la lumière des résultats de l’enquête, conformément à son cadre de responsabilité et de contrôle interne ainsi qu’à ses procédures en vigueur, y compris son règlement financier et ses règles financières, le cas échéant.
5. Dans les limites permises par le cadre de responsabilité et de contrôle du Partenaire de l’ONU, ainsi que ses procédures établies, le Partenaire de l’ONU tient le Gouvernement et la Banque informés régulièrement, par l’entremise des moyens de communication convenus, des mesures correctives mises en œuvre et de leur résultat, y compris, le cas échéant, les informations sur des montants recouvrés. Le cas échéant, ces montants recouvrés sont alors pris en compte dans le calcul des soldes définitifs du Compte du grand livre ou, si le recouvrement a lieu après la date du calcul et du transfert de ces soldes définitifs, le Gouvernement consulte la Banque et communique au Partenaire de l’ONU les modalités de paiement concernant les montants en question.
6. Aux fins du présent Accord, les définitions suivantes s’appliquent :

(i) « acte de corruption » désigne le fait d’offrir, de donner, de recevoir ou de solliciter, directement ou indirectement, une chose de valeur dans le but d’influencer indûment les actions d’une autre partie ;

(ii) « acte de fraude » désigne tout acte ou omission, y compris une fausse déclaration, qui, intentionnellement ou par négligence, induit en erreur ou vise à induire une partie dans le but d’obtenir un avantage financier ou autre, ou se soustraire à une obligation ;

(iii) « acte de collusion » désigne tout accord entre deux parties ou plus visant à atteindre un objectif indu, y compris visant à influencer indûment les actions d’une autre partie ;

(iv) « acte de coercition » désigne le fait de nuire ou de porter préjudice, ou menacer de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une partie donnée ou à ses biens dans le but d’influencer indûment ses actions.

1. Si le Gouvernement ou la Banque a des raisons valables de penser que le Partenaire de l’ONU ne s’est pas conformé aux dispositions de cet article, le Gouvernement ou la Banque peut solliciter des consultations directes de haut niveau entre la Banque, le Gouvernement et le Partenaire de l’ONU afin d’obtenir, conformément au cadre de responsabilité et de contrôle interne du Partenaire de l’ONU et avec toute la confidentialité voulue, l’assurance que les mécanismes de responsabilité et de contrôle interne du Partenaire de l’ONU ont été ou seront dûment appliqués. Ces consultations directes peuvent aboutir à un accord entre le Gouvernement, la Banque et le Partenaire de l’ONU sur les mesures additionnelles à prendre ainsi que le calendrier pour leur mise en œuvre. Les Parties prennent note des dispositions pertinentes sur la vérification externe du règlement financier et règles financières du Partenaire de l’ONU.
2. Les Parties conviennent qu’aucune disposition de cet article ne saurait être considérée comme un renoncement ou une restriction à un quelconque droit ou pouvoir de la Banque ou d’une autre entité du Groupe de la Banque mondiale, tel que spécifié dans l’Accord de financement ou autrement, aux fins d’enquêter sur des allégations ou autres informations faisant état d’éventuels actes de corruption, de fraude, de coercition, de collusion ou d’obstruction de la part d’une tierce partie ou aux fins de sanctionner ou prendre des mesures correctives contre toute tierce partie qui, de l’avis du Groupe de la Banque mondiale, se serait rendue coupable de telles pratiques, sous réserve que dans cet article le terme « tierce partie » ne désigne pas le Partenaire de l’ONU. Dans les limites permises par le cadre de contrôle interne su Partenaire de l’ONU, ainsi que ses procédures établies, et sur requête de la Banque, le Partenaire de l’ONU est prêt à coopérer avec la Banque ou toute autre entité à cette enquête.
3. (a) Le Partenaire de l’ONU demande à toute partie avec laquelle il a conclu des accords à long terme ou à laquelle il compte faire une commande ou offrir un marché de lui faire savoir si elle est frappée d’une quelconque sanction[[6]](#footnote-6) ou suspension temporaire imposée par une organisation du Groupe de la Banque mondiale. Le Partenaire de l’ONU prend alors dûment en compte ces sanctions et suspensions temporaires, telles qu’elles lui ont été révélées, lorsqu’il s’agit d’octroyer des marchés afin d’assurer la Livraison des Produits au titre du présent Accord.

(b) Si le Partenaire de l’ONU entend octroyer un marché pour les besoins des activités aux termes du présent Accord à une partie qui lui a fait savoir qu’elle était frappée d’une sanction ou suspension temporaire par le Groupe de la Banque mondiale, la procédure suivante est alors applicable : (i) le Partenaire de l’ONU en notifie le Gouvernement, avec copie à la Banque, avant de signer ledit contrat ; (ii) le Gouvernement et la Banque peuvent alors solliciter des consultations directes de haut niveau, si nécessaire, entre la Banque, le Gouvernement et le Partenaire de l’ONU pour discuter de la décision du Partenaire de l’ONU ; et (iii) si, à la suite de ladite consultation, le Partenaire de l’ONU choisi à procéder avec l’émission du contrat, la Banque peut, par la suite, notifier le Partenaire de l’ONU, avec copie au Gouvernement, que le produit du Financement ne saurait être utilisé pour financer un tel marché.

(c) Tout financement reçu par le Partenaire de l’ONU aux termes du présent Accord et destiné à financer un marché à propos duquel la Banque a exercé ses droits au titre des dispositions de la paragraphe 38(b)(iii) sera de facto utilisé pour payer les montants requis par le Partenaire de l’ONU dans une demande de paiement subséquente, le cas échéant, ou sera considéré comme un solde en faveur du Gouvernement dans le calcul des soldes définitifs à l’achèvement ou en cas de Résiliation anticipée du présent Accord.

## **RÈGLEMENT DES LITIGES ENTRE LES PARTIES**

1. Le présent Accord est régi par les principes généraux du droit international, qui sont considérés comme comprenant les Principes généraux d’UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international de 2010. Tout litige, controverse ou réclamation découlant du présent Accord ou en lien avec celui-ci est réglé conformément aux dispositions pertinentes de l’Accord de base ou, à défaut d’être réglé par voie de négociation ou par un autre mode de règlement convenu, doit être soumis à l’arbitrage, à la demande de l’une ou l’autre partie. Chacune des Parties désigne un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés choisissent un troisième arbitre qui exerce les fonctions de président. Si l’une des parties n’a pas désigné un arbitre dans les trente jours suivant la demande d’arbitrage ou si, dans les quinze jours qui suivent la désignation des deux arbitres, le troisième arbitre n’a pas été désigné, l’une ou l’autre des Parties peut demander au Président de la Cour internationale de Justice de désigner cet arbitre. La procédure d’arbitrage est définie par les arbitres, et les frais de l’arbitrage sont à la charge des Parties, tels que fixés par les arbitres. La décision arbitrale doit contenir l’énoncé des raisons sur lesquelles elle est fondée et elle est définitive et impérative pour les Parties.

**RÉSILIATION ANTICIPÉE**

1. Le présent Accord peut être résilié avant de la Date d’achèvement (ci-après la (« Résiliation Anticipée ») par l’une ou l’autre des Parties au terme d’un délai de trente (30) jours ouvrables suivant un préavis adressé à l’autre Partie avec copie à la Banque, dans les circonstances suivantes :
2. Le Partenaire de l’ONU se trouve dans l’incapacité d’exécuter une partie importante du présent Accord pour une période de soixante (60) jours ouvrables pour des raisons de force majeure, ou si le Partenaire de l’ONU estime que compte tenu de l’aggravation de la situation en matière de sécurité au pays il se trouve dorénavant dans l’impossibilité d’exécuter les activités relatives au présent Accord ;
3. Le Partenaire de l’ONU ne reçoit pas le paiement du plein montant d’une demande de paiement, présentée conformément à l’**Annexe II** et n’étant pas contestée par le Gouvernement, dans les trente (30) jours suivants la date de réception de ladite demande de paiement ;
4. L’une ou l’autre des parties commet une importante violation de ses obligations essentielles en vertu du présent Accord et n’a pas remédié à la situation dans les soixante (60) jours ouvrables (ou une période plus longue dont les Parties pourraient avoir convenu par écrit) suivant la réception de l’avis faisant état de la violation.
5. Dès réception, par une Partie, du préavis de Résiliation anticipée du présent Accord de l’autre Partie, les Parties conviennent de la stratégie de sortie pour réduire au minimum tout impact négatif pouvant découler d’une Résiliation anticipée de l’Accord et prennent toutes les mesures raisonnables et nécessaires aux fins de réaliser le plus d’activités possible. En cas de Résiliation anticipée, les Parties se conviendront sur le délai pour le Partenaire de l’ONU à soumettre la dernier Rapport d’avancement, y compris le rapprochement des comptes, et le règlement des paiements dus.

**DISPOSITIONS DIVERSES**

1. ***Tenue des dossiers :*** le Partenaire de l’ONU doit conserver tous les dossiers (contrats, rapports, factures, reçus, relevés et autres documents) en lien avec le présent Accord conformément à sa politique en matière de conservation des dossiers.
2. ***Relation entre les parties :*** aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme établissant une relation de mandant et de mandataire entre le Gouvernement et le Partenaire de l’ONU. Aucun agent ou représentant de l’une ou l’autre des Parties n’est habilité à faire une déclaration, une représentation, une promesse ou à conclure un accord non énoncé dans le présent Accord, et les parties n’y sont pas liées ou tenues responsables.
3. ***Titres :*** les titres contenus dans le présent Accord sont uniquement à des fins de référence et ne limitent pas, ne modifient pas ou n’affectent pas le sens ou l’interprétation du présent Accord.
4. ***Notifications :*** les notifications sont réputées avoir été faites dans les cas suivants :
   * 1. La remise en main propre, la remise étant à la date d’accusé de réception écrit ;
     2. le courrier recommandé, quatorze (14) jours après avoir été envoyé ;
     3. le fax ou autre forme de communication électronique, dans les quarante-huit (48) heures qui suivent la transmission confirmée.
5. Une telle notification, demande ou approbation est réputée avoir été faite au moment de sa remise en main propre à un représentant autorisé de la Partie à laquelle la communication est adressée, ou lorsqu’elle est transmise à cette Partie à l’adresse indiquée dans l’Accord-type.
6. ***Modifications :*** des modifications peuvent être apportées au présent Accord pour des révisions mineures ou des clarifications au moyen de correspondances entre les Parties.
7. ***Amendements :*** toute révision de fond concernant (a) le Livraison de Produits figurant à l’**Annexe I**, ou (b) le report de la Date d’achèvement ou de résiliation ou (c) le Plafond de financement total doit faire l’objet d’un amendement écrit signé par les deux Parties. Un tel amendement entre en vigueur uniquement après que le Gouvernement a informé le Partenaire de l’ONU que la Banque, s’il y a lieu, a approuvé ledit amendement.

ANNEXE I

LIVRABLES ET PLAN DE TRAVAIL

[*Remarque : la présente Annexe doit être basée sur la proposition, y compris le coût détaillé, préparée par le Partenaire de l’ONU* *pour le Gouvernement en vue de faciliter les discussions entre les parties dans le but de conclure le présent Accord.*]

*La description de la portée des travaux doit comprendre les éléments suivants :*

I. Objectifs de l’Accord et livrables [*Inscrire une courte description des principaux objectifs et des raisons d’engager le Partenaire de l’ONU dans le cadre du présent Accord. Explication de la façon dont les activités et livrables prévus aux termes du présent Accord vont permettre la Livraison d’un Produit qui est lié ou qui contribue aux objectifs de développement du Projet mis en œuvre par le Gouvernement en vertu de l’Accord juridique conclu avec la Banque.*]

II. Activités et livrables attendus

Produit no1 :[*Inscrire la description.*]

Activité no 1.1[*Inscrire la description des principales activités (ou tâches) devant être exécutées par le Partenaire de l’ONU, c’est-à-dire le contenu et la durée, la procédure et les interrelations, les étapes ainsi que l’emplacement.*]

Activité no 1.2 *………………………………………………………….*

Produit no 2 :[*Inscrire la description.*]

Activité no 2.1 : *………………………………………………………….*

[*Remarque : les exigences de rapport pour les produits et activités inscrites dans cette Annexe I devront figurer en Annexe III. Le Rapport d’avancement final doit présenter le lien entre les activités, les livrables et les Produits, et les fonds utilisés pour chaque Produit.*]

III. Plan de travail et calendrier

[*Remarque : Doit être consistant avec l’approche technique et méthodologie décrit au-dessus*.]

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Activité** | **Mois** | | | | | |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **…n** | **Achèvement financier** |
| 1 | Livrable no 1. |  |  |  |  |  | - |
| 1.1 | Activité no 1 |  |  |  |  | - |  |
| 1.2 | Activité no 2 |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| 2. | Livrable no 2 |  |  |  |  |  |  |
| 2.1 | Activité no 1 |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| n | Rapport d’avancement (selon la fréquence stipulée en **Annexe III**) |  |  |  |  | Final |  |
| n | Bilan financier final certifié |  |  |  |  |  | Final |

ANNEXE II

PLAFOND DE FINANCEMENT TOTAL ET CALENDRIER DE PAIEMENT

I. Plafond de financement total (en dollars US)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **BL** | **Description** | **Année 1** | **Année 2** | **Année 3** | **Total** |
| **Livrable (Résultat)** | | | | | |
| **Produit** no**1 :** | | | | | |
| 11 | Experts internationaux |  |  |  | - |
| 15 | Voyages entrepris dans le cadre du projet |  |  |  |  |
| 16 | Voyage entrepris par les Membres du personnel |  |  |  | - |
| 17 | Experts nationaux et personnel administratif |  |  |  |  |
| 21 | Sous-contrats |  |  |  | - |
| 30 | Service de formation, conférences, atelier de formation |  |  |  | - |
| 35 | Réunions internationales |  |  |  | - |
| 43 | Locaux |  |  |  | - |
| 45 | Equipement |  |  |  | - |
| 51 | Divers |  |  |  | - |
| **Sous-total pour Produit no1** | | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Produit** no **2 :** | | | | | |
| 11 | Experts internationaux |  |  |  | - |
| 15 | Voyages entrepris dans le cadre du projet |  |  |  |  |
| 16 | Voyage entrepris par les Membres du personnel |  |  |  | - |
| 17 | Experts nationaux et personnel administratif |  |  |  |  |
| 21 | Sous-contrats |  |  |  | - |
| 30 | Service de formation, conférences, atelier de formation |  |  |  | - |
| 35 | Réunions internationales |  |  |  | - |
| 43 | Locaux |  |  |  | - |
| 45 | Equipement |  |  |  | - |
| 51 | Divers |  |  |  | - |
| **Sous-total pour livrable no2** | | - | - | - | - |
| **L'évaluation indépendante à mi-parcours et évaluation sur l’achèvement** | | | | | |
| 11 | Evaluateur international |  |  |  | - |
| 15 | Voyage pour le personnel du projet |  |  |  | - |
| 17 | Evaluateur(s) national/nationaux |  |  |  | - |
| 51 | Divers | - | - | - | - |
| **Sous-total pour l’évaluation** | | | | | |
| **TOTAL** | | - | - | - | - |
| **Coûts** **indirects – 13%** | | - | - | - | - |
| **SOMME TOTALE** | | - | - | - | - |

II. Calendrier de paiement

[*Instructions à l’intention des utilisateurs :*

* 1. *Pour les accords de courte durée (par exemple moins de 12 mois), le paiement de la totalité du Plafond de financement total peut être fait en un seul versement après la signature.*
  2. *Pour les accords d’une durée supérieure à 12 mois, le calendrier de paiement ci-dessous est normalement recommandé* [*Si vous désirez utiliser un calendrier différent, veuillez écrire à* [*unagencies@worldbank.org*](mailto:unagencies@worldbank.org)]*:*
  3. 1er paiement – [……. $ US] [*Normalement jusqu’à 20 % du Plafond de financement total à la signature en tant que paiement anticipé si l’Annexe I (liste détaillée des activités) et l’Annexe II (Plan de travail et répartition du budget par activité et livrable) ne sont pas disponibles à la date de signature et vont être présentés dans un Rapport préliminaire. Si les Annexes I et II sont suffisamment détaillées pour la première période de rapport, le budget estimé pour cette première période et figurant à l’Annexe II peut constituer la somme du paiement anticipé*] ;
  4. Les paiements intervenant ultérieurement pour les livrables figurant à l’Annexe I [*Doivent être effectués en fonction des estimations figurant à l’Annexe II et les estimations financières du plus récent Rapport d’avancement (consulter l’Annexe III)*]*.*
  5. *Tout paiement anticipé sera déduit du dernier paiement.*
  6. *Tous les paiements prévus par le présent Accord doivent être effectués pendant la période de validité de l’Accord. Les paiements ne peuvent en aucun cas être effectués après la Date de clôture* *dans l’Accord de financement.*]

ANNEXE III

EXIGENCES EN MATIÈRE DE RAPPORT

Le Partenaire de l’ONU doit soumettre les rapports suivants pour les Produits figurant à l’Annexe I :

1. Si un Rapport préliminaire est préparé*, il doit inclure :*
2. Toute information manquant à l’Annexe I au moment de la signature de l’Accord, les plans détaillés de mobilisation, la description détaillée de toutes les activités nécessaires à la réalisation des Produits que le plan de travail détaillé afin de garantir un démarrage et la mise en œuvre en temps opportun du présent Accord ;
3. La demande de paiement pour le paiement initial (paiement anticipé), calculé en fonction du budget estimé pour les activités figurant à l’Annexe II ;
4. Rapports d’avancement :
5. Chaque rapport soumis sur une base [*indiquer la fréquence des rapports*] doit inclure : (i) un résumé narratif et financier de l’état d’avancement de la mise en œuvre des activités afin de montrer les progrès accomplis en vue de la Livraison des Produits ainsi que le lien entre les paiements effectués en vertu du présent Accord et les livrables figurant à l’**Annexe I**; et (ii) un rapport financier intérimaire sur l’utilisation des fonds ; et la demande de paiement pour le prochain acompte signée par un membre autorisé officiel de la direction financière du Partenaire de l’ONU.
6. Le Rapport d’avancement final, à la suite d’achèvement ou de la Résiliation anticipée du présent Accord, doit inclure les états financiers consolidés sur l’utilisation du Financement afin de réaliser les livrables énoncés à l’**Annexe I**.

La devise de tous les rapports financiers doit être le dollar des États-Unis d’Amérique. Le taux de change opérationnel de l’Organisation des Nations Unies doit être utilisé pour convertir les dépenses effectuées dans d’autres devises.

Le rapport sur le dernier livrable (Rapport final) doit comprendre un état financier signé par un représentant autorisé de l’ONUDI :

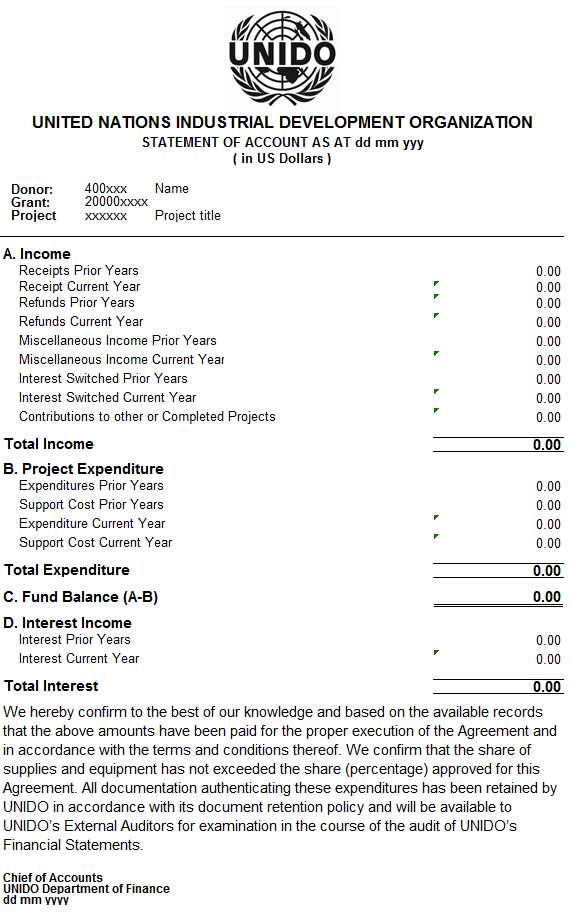
« Nous confirmons par la présente que, à notre connaissance et sur la base des documents disponibles, les montants ci-dessus ont été versés contre la bonne exécution de l’Accord et en conformité avec les termes et clauses de celui-ci. Toute la documentation authentifiant ces dépenses est conservée par l’ONUDI, conformément à sa politique en matière de conservation des dossiers, et sont à la disposition des vérificateurs externes de l’ONUDI à des fins d’audit des états financiers de l’ONUDI.

Signé par :

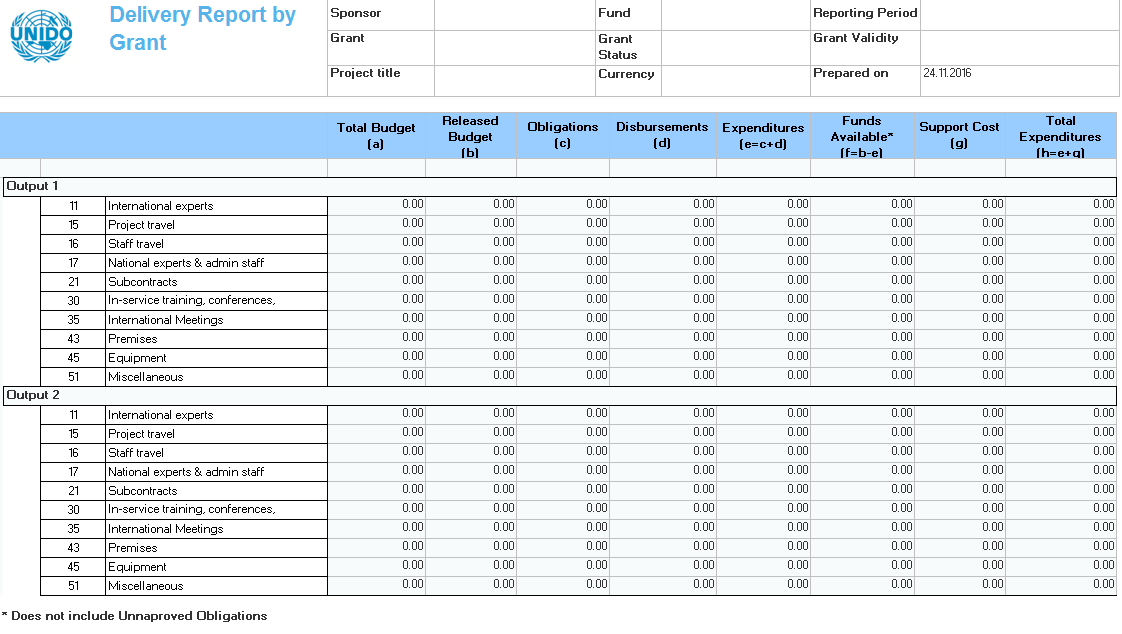
Nom et fonction :

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ »

1. *Echantillon du bilan financier (partie de Rapport d’avancement)*



1. *Echantillon du rapport de livraison (partie de Rapport d’avancement)*

**

ANNEXE IV

PERSONNEL DE CONTREPARTIE, SERVICES, INSTALLATIONS ET BIENS   
À FOURNIR PAR LE GOUVERNEMENT

Les Parties conviennent que le Gouvernement s’engage à fournir, à ses propres frais et sans aucuns frais de la part du Partenaire de l’ONU, les ressources ci-après afin de faciliter la bonne mise en œuvre du présent Accord :

1. Personnel du Gouvernement (experts qualifiés pour travailler avec l’équipe du Partenaire de l’ONU) : [*inclure la liste de l’équipe du Partenaire de l’ONU, y compris leurs noms, titres, fonctions et un résumé des qualifications ; inscrire « S.O. » si rien n’est à fournir dans cette catégorie*] ;
2. Évaluations et données techniques [*par exemple, évaluations, dessins, dossiers, cartes, logiciels, etc. ; inscrire « S.O. » si rien n’est à fournir dans cette catégorie*]*;*
3. Services [*par exemple, nettoyage de bureau, services publics, communications, etc. ; inscrire « S.O. » si rien n’est à fournir dans cette catégorie*] ;
4. Installations [*par exemple, locaux à bureaux, salles de réunion et de conférence, etc. ; inscrire « S.O. » si rien n’est à fournir dans cette catégorie*] ;
5. Biens [*par exemple, bureaux ou équipement informatique, matériel, véhicules, etc. ; inscrire   
   « S.O. » si rien n’est à fournir dans cette catégorie*] ;
6. [*Autre – indiquer les autres ressources du Gouvernement qui n’entrent pas dans l’une des catégories ci-dessus, mais qui sont requises pour une bonne exécution du présent Accord.*]

*L’étendue des ressources fournies ainsi que le calendrier pour la fourniture du personnel de contrepartie et des installations doivent être convenus et inclus dans la présente Annexe.*

ANNEXE V

COÛT DES SERVICES DE L’ONUDI

1. Le total des coûts des services de l’ONUDI comprend les Coûts directs et les Coûts indirects.
2. Les Coûts directs désignent les coûts engagés par l’ONUDI dans le cadre d’un projet donné. Ils sont faciles à calculer et documenter dans la mesure où ils sont directement attribuables aux activités du projet. Ces coûts apparaissent en tant qu’objets de dépense dans le calcul du Plafond de financement total figurant à l’Annexe II.
3. Conformément aux décisions pertinentes du Directeur général de l’ONUDI s’agissant au recouvrement des couts, le taux pour les Coûts indirects applicables au présent Accord avec le Gouvernement qui sont financés par le Prêt/Crédit/Subvention obtenu de la Banque mondiale aux termes de l’Accord de financement conclu entre le Gouvernement et la Banque est 13% (treize pour cent).

1. Dans le présent Accord, les références à la « Banque mondiale » ou à la « Banque » correspondent à la fois à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (AID). [↑](#footnote-ref-1)
2. [*Remarque : « Nom du projet » fait référence au titre du projet indiqué dans l’accord juridique (Accord de financement) conclu entre la Banque mondiale (entité assurant le financement de cet Accord) et le Gouvernement. Il ne doit pas être confondu avec le nom du projet ou du programme de l’agence de l’ONU, qui dépend d’autres sources de financement.*] [↑](#footnote-ref-2)
3. [*Remarque : « Date de clôture du Projet » est fixée dans l’Accord de financement fait entre la Banque et le Gouvernement.*] [↑](#footnote-ref-3)
4. [*Remarque : « Accord de financement » s’entend de l’accord juridique conclu entre l’entité assurant le financement (la Banque mondiale) et le Gouvernement).*] [↑](#footnote-ref-4)
5. Dans le présent Accord, les références à la « Banque mondiale » ou à la « Banque » correspondent à la fois à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l’Association internationale de développement (AID). [↑](#footnote-ref-5)
6. [www.worldbank.org/debarr](http://www.worldbank.org/debarr). [↑](#footnote-ref-6)